

Du Français aujourd'hui...

M. Karim Ghazouani
Professeur de Français

S'il paraît évident que les progrès réalisés par la Tunisie dans le domaine de l'enseignement depuis une vingtaine d'années ne souffrent d'aucun doute, force est de constater que plusieurs problèmes persistent quant à la qualité de cet apprentissage, compte tenu de plusieurs facteurs, tantôt inhérents aux spécificités des connaissances à faire acquérir aux apprenants, tantôt aux conditions dans lesquelles cette passation de savoirs s'effectue.

Quoi de plus révélateur que la déchéance quasi-totale du niveau du français aussi bien dans nos lycées que dans nos collèges qu'il n'est pas difficile de constater chez nos élèves^[1]? Chaque membre de la société aurait, vraisemblablement, une opinion sur les causes et les conséquences de cette dégradation. Cependant, nous ne prétendons donner ici ni une analyse miracle de cette situation, ni encore moins des solutions infaillibles qui pourraient y remédier. Tout ce que nous avons l'ambition d'essayer de faire, c'est de mettre le doigt sur des symptômes révélateurs de quelques maux qui rongent notre système éducatif aussi bien d'une façon globale que d'une manière spécifique à l'enseignement du français dans notre pays.

Je ne sais pas si vous vous rappelez, mais dès que l'orientation universitaire est devenue "en couleurs", mais pas plus réjouissante, on a été témoin d'un nivellement par le bas sans précédent (comme l'atteste la non-reconnaissance de notre baccalauréat à l'étranger sauf à la suite d'un test d'équivalence) où l'on a considéré l'échec comme illégitime et le droit à un enseignement à vie comme acquis. Néanmoins, le problème qui se pose ici est que nous sommes tout bonnement en train de cultiver les paradoxes au sein même de l'harmonie. Evidemment, puisque d'une part, nous préconisons l'ère de l'excellence dans l'enseignement, notamment à travers des projets d'établissements pilotes, alors que, de l'autre, nous avons l'ambition, mais qui n'est ici ni réaliste ni vraisemblable, de garantir, a fortiori, un niveau de culture très élevé pour nos futurs concitoyens. Ainsi le tableau semble-t-il radieux mais ne faut-il pas néanmoins avoir les moyens de ses ambitions avant d'ancrer dans l'esprit de la société une politique générale qui risquerait de sacrifier beaucoup de générations d'élèves qui se retrouvent complètement débouloonnés?

Sachant que les compétences humaines sont la seule ressource que le pays pourrait se vanter d'avoir et de former, aucun sacrifice ne paraît démesuré pour les beaux yeux de notre pays et de sa prospérité future. Mais là où le bât blesse, c'est lorsque nous prenons, depuis des dizaines d'années, nos élèves pour des cobayes – pour trouver la bonne formule, je veux bien l'admettre – en essayant de plaquer des théories d'apprentissage qui ne respectent en rien ni les spécificités de notre pays,

ni celles de notre civilisation arabo-musulmane, ni encore moins l'applicabilité et le degré d'adaptation de ces théories à notre réalité quotidienne. Si la Belgique et le Canada – qui sont pour nous les pays francophones les plus pourvoyeurs en approches pédagogiques – ont par exemple la chance de pouvoir mobiliser systématiquement et simultanément un ordinateur pour deux élèves, nous ne devons pas nous leurrer et prétendre pouvoir le faire d'une façon aussi "machinale". S'il est évident que presque aucun établissement scolaire en Tunisie n'est dénué aujourd'hui d'un laboratoire informatique ou d'une connectivité via internet, il n'en reste pas moins clair que l'intégration de ce qu'on appelle plus communément désormais dans le jargon pédagogique les TICE (Techniques de l'Information et de la Communication dans l'Enseignement) est loin d'être acquise et généralisée pour toutes les matières compte tenu des particularités aussi bien de ces dernières qui se prêtent plus ou moins relativement à l'attrait de l'image que celles du contexte géographique de l'établissement (zone urbaine ou rurale) où le recours au numérique va à l'encontre de "profondes bonnes vieilles habitudes" prises par quelques uns de nos collègues plus expérimentés qui privilégient une pédagogie verticale et canonique, en véritable décalage avec les attentes des élèves même les plus isolés. La situation n'est pas plus éclatante pour plusieurs directeurs d'établissements scolaires qui préfèrent s'éviter des "tracasseries" de mise en place et de logistique qu'ils estiment inutiles mais dont ils ne mesurent même pas l'impact et la motivation que cela peut susciter chez l'apprenant.

C'est dans ce sens que l'installation, dans chaque établissement scolaire, d'un laboratoire de langue s'avère une urgence de premier ordre eut égard à l'agonie totale que vivent les langues^[2], complètement marginalisées par des manuels qui, selon les échos recueillis chez la majorité des professeurs et instituteurs, sont en complète inadéquation avec les attentes des élèves et dont le niveau est complètement disproportionné par rapport à la réalité des apprenants. Ajoutez à cela des enseignants qui, - nivellement par le bas oblige- sont incapables de transposer des connaissances parfois apprises à la hâte dans des universités dont le rôle premier de nos jours est de former non plus des pédagogues mais plutôt "des fonctionnaires du service public à la carte", et vous aurez une cohue dont le maître-mot est l'improvisation totale, complètement inacceptable à ce niveau de responsabilité.

Si le français pour un élève tunisien constitue la première langue étrangère, ce gouffre entre lui et la langue française s'est encore creusé car, outre les raisons évoquées ci-dessus, rien n'est susceptible de motiver à l'apprentissage un élève moyen s'exerçant dans un collège de l'intérieur de la Tunisie^[3] : ni les conditions dans lesquelles son apprentissage se déroule, synonyme aussi bien de monotonie que d'impression de déjà-vu, ni les valeurs que la France véhicule aujourd'hui – du moins c'est ce que préconisent les partis politiques à la veille des élections présidentielles – substituant aux principes des droits de l'homme et du citoyen des théories xénophobes sur la primauté de la pure souche descendant des celtes sur les immigrés africains ou maghrébins dont les aïeux ont payé de leur vie la

libération du pays du joug du nazisme et ont répandu leur sang sur les quartiers aujourd'hui huppés de Paris auxquels ces mêmes immigrés n'ont pas droit d'accès!

Cette impression d'impasse que suscite peut-être cet essai est loin d'être disproportionnée par rapport à la réalité ; d'où la nécessité d'une profonde remise en question qui pourrait déterminer nos attentes par rapport à l'enseignement du français. C'est pourquoi, nous sommes à même de nous poser plusieurs questions dont la première serait de savoir si *le français est un outil d'apprentissage*. Si la réponse est positive, pourquoi vouloir à tout prix dès lors déstabiliser les élèves qui ne savent plus où donner de la tête à cause de cet éternel va-et-vient entre les langues de français et d'arabe lors de l'apprentissage de matières sensibles et dont la terminologie n'est, dès le départ, pas évidente comme les mathématiques ? *Le français est-il un moyen pour l'élève de découvrir d'autres civilisations et cultures et de communiquer avec elles?* Si la réponse est affirmative, comment expliquer à des gamins de quatorze ou quinze ans cette divergence entre le discours officiel qu'ils écoutent peut-être lors d'émissions françaises qui véhiculent des orientations de plus en plus radicales et extrêmes d'un côté – y a-t-il dans notre société un seul élève dont la famille ne comprend pas au moins un compatriote expatrié en Europe et surtout en France qui entreprendrait d'une façon ou d'une autre notre élève sur les problèmes de cohabitation dont ils sont souvent victimes dans la vie de tous les jours ? – et les valeurs idéalisées dont les manuels scolaires font l'apologie, étant nous-mêmes un pays tolérant, ouvert et accueillant de l'autre, au détriment d'une réalité qui s'impose en force et que l'on ne peut plus cacher à nos enfants, révolution technologique oblige? Imaginez ce jour-là la désillusion!

Troisième et dernière question : *le français, comme on le mentionne dans les Programmes Officiels, étant capable de constituer un moyen d'acquisition de méthodes de travail appropriées pour nos élèves, sera-t-il une langue prépondérante dans leur utilisation de tous les jours ?* Là, on pourrait affirmer que la réponse est tout simplement négative car la rupture qui s'opère entre les élèves et le français dès qu'ils foulent la porte de sortie de leurs établissements respectifs fait froid au dos : ni radios, ni journaux, ni chaînes thématiques françaises ... rien! Le vide total!

Sachant que tous les élèves, toutes catégories sociales confondues, peuvent s'offrir cette proximité avec le français mais qu'ils n'en font rien, le problème se trouve donc ailleurs. Peut-être dans leur inconscient qui assimile cette langue à une matière contraignante dont les règles aussi nombreuses que difficiles à mettre en pratique sont responsables dans la majorité des cas de leurs échecs scolaires.

Pour clore, on pourrait souligner, sans prendre trop de risques, que la seule certitude qu'on pourrait avancer est que la solution finale ne pourra émaner que de nous, nous, formateurs de bourgeons en herbe, qui devons trouver les solutions immédiates, ne serait-ce qu'à notre modeste échelle et nonobstant toutes les difficultés qui peuvent nous affronter, à cette désaffection du français, ce qui

donnerait indéniablement une densité plus accrue à notre mission si noble et tellement enrichissante. Ne baissons jamais les bras, il en va de notre présent et de notre futur.

A bon entendeur...

^[1] Nous nous retrouvons malheureusement aujourd'hui avec des élèves qui ne savent même pas écrire correctement leur nom sur la copie du devoir !

^[2] Qui n'ont aujourd'hui encore de vivantes que le nom

^[3] Nous ne parlons bien évidemment pas des élèves du Grand Tunis qui peuvent voir deux films, une pièce de théâtre et quelques concerts chaque semaine...